

AJ Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL

Dossier

ART. 222-23

255 LE TRAITEMENT PÉNAL DES VIOLS

- 272 Les insuffisances du traitement
des délinquants sexuels
Pamela M. Yates et Drew A. Kingston
- 275 Le corps médico-légal : une nécessaire
modification des pratiques de mise sous scellés
Geoffrey Vibrac et Laurent Martrille
- 278 Retour sur le délit d'outrage
Dominique Luciani-Mien



ref: 671706

9 782996 171706 3

DA|LOZ



Version numérique incluse*



249 **Éditorial**252 **Au fil du mois**255 **Dossier** LE TRAITEMENT PÉNAL DES VIOLS

Présentation générale : une recherche sur le traitement pénal des viols

Collectif 256

Le viol : deux lois interprétatives pour une définition !

par Yves Mayaud 257

Perspective sociologique des viols commis par des majeurs

par Sylvie Cromer 260

Auteurs et victimes de viol majeurs dans les dossiers clos en 2012 du ressort du TGI de Lille

par Christine Desnoyer 263

Éléments de réflexion à propos des classements sans suite

par Audrey Darsorville 266

Les correctionnalisations de l'infraction de viol dans la chaîne pénale

par Sylvie Grunvald 269

272 **Pratiques**

Les insuffisances du traitement des délinquants sexuels

par Pamela M. Yates et Drew A. Kingston 272

Le corps médico-légal : une nécessaire modification des pratiques de mise sous scellés

par Geoffrey Vibrac et Laurent Martrille 275

282 **Jurisprudence**

CRIM. 29 MARS 2017, N° 16-82.884 ET 16-80.637

Retour sur le délit d'outrage

par Dominique Luciani-Mien 278

Pénal général**COUR PÉNALE INTERNATIONALE**

Première condamnation pour des délits d'atteinte à l'administration de la justice

CPI 22 mars 2017, n° ICC-01/05-01/13 par Ghislain Poissonnier 282

Infractions**ATTROUPEMENT**

Infraction politique d'attroupement : différences de nature et de régime

Crim. 28 mars 2017, n° 15-84.940 par Warren Azoulav 284

STUPEFIANTS

Usage et détention de stupéfiants en concours

Crim. 14 mars 2017, n° 16-81.805

par François-Xavier Roux-Demare 285

TRAVAIL

Détachement de salariés intérimaires : du prêt illicite de main-d'œuvre au marchandage

Crim. 28 mars 2017, n° 15-84.795 par Frédérique Chopin 287

Procédure pénale**APPEL**

La place de la partie civile non appelante dans le procès d'appel correctionnel

Crim. 29 mars 2017, n° 15-86.434 et 16-82.484 (2 espèces)

par Gérard Pitti 288

COMPÉTENCE

Le contrôle de la légalité des perquisitions administratives par le juge pénal : mission impossible ?

Crim. 28 mars 2017, n° 16-85.072 et 16-85.073

par Carole Girault 289

DÉTENTION PROVISOIRE

L'engorgement structurel des juridictions ne justifie pas la durée de la détention provisoire

Crim. 29 mars 2017, n° 17-80.642 par David Aubert 291

DROITS DE LA DÉFENSE

La partie civile a aussi droit à l'assistance d'un avocat

Crim. 22 mars 2017, n° 16-83.928 par Julie Gallois 292

Irrecevabilité des conclusions déposées par l'avocat qui quitte le procès

Crim. 29 mars 2017, n° 15-86.300

par Jean-Baptiste Thierry 294

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

Obligation d'enquête effective en matière d'infraction sexuelles

CEDH 2 mai 2017, n° 61030/08 - B.V. c/ Belgique

par Claire Saas 295

EXTRADITION

Du principe de double incrimination en matière d'extradition

Crim. 21 mars 2017, n° 16-87.722

par Delphine Brach-Thiel 296

PARTIE CIVILE

Irrecevabilité de l'intervention de la partie civile à hauteur d'appel

Crim. 20 avril 2017, n° 16-83.199

par Guillaume Royer 298

SAISIES ET CONFISCATIONS

Les exigences de la Cour de cassation en matière de saisie et confiscation de l'immeuble abritant le domicile familial

Crim. 15 mars 2017, n° 16-80.801 et 22 mars 2017,

n° 16-82.051 par Olivier Violeau 299

Exécution des peines**PRISON**

Vie familiale et prison : la Russie condamnée pour sa législation

CEDH, 7 mars 2017, n° 35090/09, 35845/11,

45694/13, 59747/14 par Sabrina Lavric 301

SURSIS AVEC MISE À L'ÉPREUVE

Existe-t-il un délai raisonnable de révocation du SME ?

Chap Rennes, 3 avr. 2017, n° 150/2017

et 137/2017 par Martine H-Evans 302